



Décision individuelle N° 2020-268

Pétitionnaire : Mairie de ROURE

Adresse : 1 place André Ségur, 06420 Roure

Nature de la demande : travaux en cœur de parc national (nécessaires à des opérations de restauration, de conservation, d'entretien ou de mise en valeur d'éléments du patrimoine historique ou culturel)

Intitulé du projet : Réfection d'un muret de soutènement, du clocher et des cadrans solaires de l'église de Valabres

Localisation : parcelles section B n°505 (église) et n°497 (école), lieu-dit Valabres, commune de Roure.

La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L.331-4,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment son article 7,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 13 et 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu l'arrêté ministériel du 31 décembre 2011 relatif aux travaux dans les cœurs de parcs nationaux portant application de l'article R.331-19-1 du code de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le Conseil scientifique du Parc national du Mercantour en date du 25 septembre 2020,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 20 février 2020 par la Mairie de Roure, ainsi que les compléments transmis en date du 02 juillet 2020,

Considérant que la demande porte sur la réfection d'un mur de soutènement de l'école en pierres sèches, ainsi que sur la restauration des cadrans solaires et de la couverture du clocher de l'église de Valabres,

Considérant que les travaux envisagés sur le muret de soutènement ont été correctement documentés par l'intermédiaire des compléments fournis en date du 02 juillet 2020,

Considérant que des travaux similaires autorisés en 2019 sur le muret de soutènement du cimetière de Valabres, ont donné toute satisfaction quant aux modalités de mise en œuvre et résultats,

Considérant en revanche qu'en l'état actuel, le dossier de demande ne permet pas d'évaluer correctement la pertinence des travaux envisagés sur les cadrans solaires, par manque de références historiques, d'analyse des motifs à reproduire et de description des modalités de restauration envisagées,

Considérant que des prescriptions archéologiques, portant sur les travaux de réfection de ces cadrans, ont été formulées par les services de la DRAC au cours de l'instruction de la demande, par l'intermédiaire de son représentant au Conseil scientifique du Parc national du Mercantour,

Considérant que la mise en œuvre de ces prescriptions nécessite d'adapter le calendrier et les modalités du chantier en coordination avec l'artisan et les services du Parc national du Mercantour, et qu'en conséquence il convient de surseoir aux travaux sur les calendriers solaires,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

1.1. La Mairie de ROURE, représentée par son Maire Monsieur LINCK Jean-Claude, est autorisée à réaliser des travaux de réfection du mur de soutènement de l'école, au hameau de Valabres situé dans le cœur du parc national, parcelle n°497 section B de la commune de Roure.

1.2. Les travaux envisagés sur le clocher et les cadrans solaires de l'église du hameau de Valabres ne sont pas autorisés en l'état actuel du dossier.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. La reconstruction du mur de soutènement sera intégralement réalisée selon la technique de la maçonnerie à pierres sèches et crues, exclusivement à partir

- des matériaux récupérés suite au démontage du mur d'origine
- des matériaux supplémentaires prélevés sur le pierrier de l'Argentios.

Aucun mortier à liant n'est autorisé.

2.2 Les éventuelles coupes de végétation seront stockées en tas sur place, sans brûlage à l'extérieur des bâtiments.

2.3 Le chantier et ses abords devront être maintenus en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux. Le stockage temporaire des déchets sera réalisé à l'intérieur des bâtiments.

2.4 A l'issue des travaux, l'ensemble des déchets et résidus (canettes, mégots, papiers...) devra être intégralement collecté et évacué vers les installations de traitement autorisées.

Article 3 : Durée

La présente autorisation de travaux est délivrée à compter de la date de signature de la présente jusqu'au 15 octobre 2020.

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national, notamment en ce qui concerne le survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol.

L'ensemble des héliportages nécessaires à la réalisation du chantier devra faire l'objet d'une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.

Cette décision ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

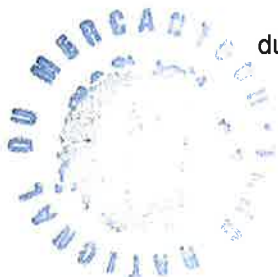
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 28 septembre 2020



La Directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copies :

- service territorial Tinée
- service Connaissance et gestion des patrimoines – Isabelle Lhommedet

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.